BULLETIN INTERIEUR

Parti Socialiste

12, Cité Malesherbes - PARIS (9e)

AVRIL 1970 — N° 9

SOMMAIRE

L'APPEL DU 1er MAI

A - LES ORGAANISMES CENTRAUX
- Le Bureau
- Le Comité Directeur

B - LE 20ème ANNIVERSAIRE DE LA MORT DE Léon BLUM

C - LES REUNIONS d'Alain SAVARY ... et ses déclarations.

D - LA JOURNEE DE PROTESTATION DES ELUS
- Le texte du Groupe à l'Assemblée Nationale
- Le texte publié à l'issue de la manifestation
- Texte de la motion lue par André BOULLOCHE

E - LA VIE DU PARTI
- Un communiqué du Bureau du Parti et du Groupe Parlementaire

F - LES COMMISSIONS
- Le Plan d'Action Socialiste
- La Commission Economique
- L'Internationale

G - LES GROUPES DE TRAVAIL
- Enfance Handicapée
- Santé-Sécurité Sociale
- Affaires culturelles
- Promotion féminine
- Défense de la Nature

H - LES ETUDIANTS

... DERNIERE MINUTE

Coll. Fondation Jean Jaurès

APPEL DU PARTI SOCIALISTE A L'OCCASION DU 1er MAI 1970

Le Premier Mai parle toujours au coeur des travailleurs et leur rappelle, qu'au-delà des frontières, les unit la solidarité de ceux qui n'ont que le fruit de leurs efforts personnels pour vivre.

Alors que s'ouvre une nouvelle décennie, le Parti Socialiste s'adresse à tous les travailleurs français pour les inviter à poursuivre inlassablement leur lutte pour le progrès, la liberté et la paix.

Depuis le début du siècle, la condition des travailleurs s'est considérablement modifiée. Les progrès de la science et de la technique d'une part, l'action du mouvement ouvrier, syndical et politique d'autre part, ont amélioré les conditions de vie et de travail. La révolution pacifique de 1936 a rendu au peuple une Nation qu'avait confisquée à son seul profit la classe possèdante et qu'il a été le premier à défendre dans les combats de la Résistance.

Mais cette classe a tenté de prendre sa revanche. Elle détient sans limite le pouvoir depuis plus de dix ans et son insidieuse oppression a fini par provoquer l'explosion de colère de mai 1968. Elle poursuit cependant son action néfaste, faisant supporter aux salariés et aux catégories moyennes les charges de sa politique, détournant le progrès technique au profit de ses intérêts, mettant en place une législation répressive, alimentant par sa carence le désordre dans l'Université.

Alors que l'imagination et les capacités de l'homme mettent à sa disposition des moyens de plus en plus puissants de domination de la nature et de contrôle des rapports économiques et sociaux, la France prend du retard dans son développement matériel et intellectuel parce que ses richesses et ses forces ne profitent pour l'essentiel qu'à une minorité.

Dans le reste du monde règle le même désordre. Dans les pays pays développés industriellement, le pillage et la pollution du milieu naturel, la recherche du profit immédiat à tout prix, rendent la vie quotidienne de plus en plus pénible et malsaine. Ailleurs, des centaines de millions d'être humains souffrent de la faim, de la sous-éducation et d'une surpopulation qui risque de devenir le problème majeur d'ici le début du XXIème siècle. Le capitalisme maintient un système de coopération économique international anarchique et désuet, dont il est l'unique profiteur. Enfin, les relations internationales restent dans un état infantile, mélange d'exigences impérialistes et d'exaspérations nationalistes.

La guerre ravage la péninsule indochinoise et le Proche-Orient. En Europe occidentale, des peuples sont privés de liberté, en Espagne, au Portugal, en Grèce, avec la complicité de l'impérialisme américain. Dans l'est européen, le drame tchécoslovaque a confirmé que l'impérialisme soviétique ne voulait pas rendre à des peuples opprimés au nom d'un faux socialisme leur libre arbitre. Et le Gouvernement français, qui pourrait user du prestige que notre pays tire de sa contribution à l'histoire de l'humanité, soutient des régimes dictatoriaux et s'abstient de participer aux efforts engagés en vue d'un ralentissement de la course aux armements ...

(suite p.14)

A) LES ORGANISMES CENTRAUX

xxx

1º Le Bureau

REUNION DU 10 AVRIL 1970

1.- Le BUREAU propose au C.D.

1.1- Elus démissionnaires du Parti

- d'appliquer l'Art.78 des Statuts à Jean MONTALAT.

- de rappeler à Emile MULLER l'Art. 78 des Statuts et de lui demander une réponse avant le 30 avril.

1.2- PLAN D'ACTION SOCIALISTE

- de demander aux membres du C.D et de la Commission Centrale du Plan, d'animer les Journées d'Etudes Régionales.

- de retirer de l'étude du Plan, la loi électorale et le régime politique et d'y consacrer un débat ultérieur dans le Parti.

1.3- P R E S S E

- d'adresser à partir du 1er Mai, le Bulletin Socialiste en offset à 3.500 exemplaires aux Parlementaires, aux abonnés du "Populaire", à la presse et aux membres du Comité Directeur.

- de soumettre au CONSEIL NATIONAL de JUIN un projet sur la presse du Parti et son financement.

1.4- ASSISES DE JUIN

- de réunir le CONSEIL NATIONAL et le CONGRES EXTRAORDINAIRE à Epinay-sur-Seine (93).

2.- CONGRES DE L'U.N.E.F.

Les Etudiants socialistes feront au Comité Directeur une communication sans débat sur le 58ème Congrès de l'U.N.E.F.

Un débat aura lieu le mardi 14 avril entre le Bureau du Parti et le Bureau des E.S.

3.- GROUPEMENTS SPECIALISES

Le Bureau se saisira,dans sa prochaine réunion, de la question des groupements spécialisés.

4.- CONGRES EXTRAORDINAIRE

Ernest CAZELLES et Denis CEPEDE sont responsables de l'envoi de la "DOCUMENTATION SOCIALISTE" consacrée au Plan d'Action Socialiste à toutes les sections du Parti.

5.- Jacques ENOCK est chargé du fichier des abonnés à la "DOCUMENTATION SOCIALISTE" et au "BULLETIN INTERIEUR".

xxx

Collection Léon-Boutbien

2e Le Comité Directeur

REUNION DU 11 AVRIL 1970

1.- PRESSE DU PARTI

A dater du 1er mai, le "BULLETIN SOCIALISTE" sera tiré en offset à 3.500 exemplaires et adressé aux Parlementaires, aux abonnés du "POPULAIRE", à la presse et aux membres du Comité Directeur.

Le CONSEIL NATIONAL de JUIN sera saisi d'un projet de réorganisation de la presse du Parti.

Le Secrétariat National étudiera les moyens de documentation et de propagande.

2.- ELECTIONS MUNICIPALES

En vue du CONSEIL NATIONAL de l'automne, le Bureau saisira le prochain Comité Directeur d'une première étude sur une politique socialiste à l'égard des problèmes municipaux.

Le principe d'une Journée Nationale des Elus Socialistes a été retenu par le Comité Directeur.

3.- AFFAIRES INTERNATIONALES

3.1- Procès d'Athènes

Un texte de protestation contre le verdict sera publié au nom du Parti.

Une délégation se rendra à l'Ambassade de Grèce.

Le Parti propose au Comité pour la Grèce Démocratique, l'organisation d'une manifestation de protestation.

(adopté à l'unanimité moins une abstention et une voix contre).

3.2- Rencontre bilatérale avec le LABOUR PARTY

La délégation française comprendra Alain SAVARY, Robert VERDIER, Robert PONTILLON et Francis VALS.

3.3- Sud-Est Asiatique

Le Parti demande à ses Fédérations de ne pas participer aux manifestations organisées par le Mouvement de la Paix. Une circulaire sera adressée dans les plus brefs délais

aux Secrétaires Fédéraux .(Adopté à l'unanimité moins 2 abstentions et 1 voix contre. Une proposition visant à retarder la décision a été repoussée à l'unanimité moins 3 voix pour).

Un débat sur le Sud-Est Asiatique et particulièrement sur le Cambodge, aura lieu au prochain Comité Directeur. Un rapport préalable sera envoyé aux membres du Comité Directeur.

4.- ELUS DEMISSIONNAIRES DU PARTI

- En application de l'Art.78 des Statuts, Jean MONTALAT est exclu du Parti.

- Un débat sur l'interprétation de l'Art.78 des Statuts aura lieu au prochain Comité Directeur.(Adopté par 39 voix, 5 contre et 5 abstentions).

5.- PLAN D'ACTION SOCIALISTE

Les Journées d'Etudes Régionales seront animées par les membres du Comité Directeur et de la Commission Centrale du Plan.

Un débat ultérieur dans le Parti sera consacré à l'étude de la loi électorale et du régime politique, thèmes retirés du Plan d'Action Socialiste.

6.- QUESTIONS DIVERSES

- Le Parti assure de son soutien les gardiens de musée en grève.

- Le Parti proteste contre le projet de loi sur "certaines formes nouvelles de délinquance".

- Les prises de positions politiques du"Journal des Vétérans" seront examinées par le Secrétariat National.

- Le CONSEIL NATIONAL et le CONGRES EXTRAORDINAIRE des 19,20 et 21 JUIN, se tiendront à EPINAY-sur-SEINE (93).

xxx

La prochaine réunion du Comité Directeur

aura lieu le 9 MAI 1970 à 9H.30.

xxx

Coll. Fondation Jean-Jaurès

B) Le 20e anniversaire de la mort de Léon BLUM

xxx

La SOCIETE DES AMIS DE Léon BLUM et le PARTI SOCIALISTE ont célébré le 9 avril, le vingtième anniversaire de la mort de Léon BLUM. Le parterre de la grande salle du Palais de la Mutualité était comble de militants, de sympathisants, d'amis, de ceux qui se souvenaient, mais aussi de jeunes en grand nombre.

Sous un portrait géant de Léon BLUM surmonté de cette phrase qu'il avait prononcée en 1945 : "La tâche du Parti Socialiste est toujours difficile", Daniel MAYER, qui présidait cette soirée émouvante, annonça son adhésion au Parti.

Gérard JACOT, membre du Bureau de coordination des Etudiants socialistes, exposa avec intelligence les leçons que ceux qui ne l'ont pas connu, retiennent du chef du Front Populaire. La salle entendit aussi, avec recueillement, Andrée VIENOT, veuve de Pierre VIENOT, ancien Secrétaire d'Etat de Léon BLUM et Pierre COT, Ministre de l'Air en 1936.

Il revint à Alain SAVARY de clore cette veillée du souvenir par un discours dont on lira des extraits page 5. Entre chaque orateur, Jean VILAR avait donné lecture de textes fort bien choisis de Léon BLUM: "Science et Socialisme", "Les députés français à Vichy", etc...

Dans la salle de la Mutualité, on reconnaissait outre, Ernest CAZELLES, Jacques ENOCK, Claude FUZIER et Robert VERDIER, membres du Secrétariat National du Parti, Pierre MAUROY du Bureau du Parti, Jacques-Antoine GAU, Gérard JAQUET, Robert PONTILLON, Charles POT, membres du Comité Directeur, ainsi que Joseph BEGARRA. Max LEJEUNE, vice-président du groupe à l'Assemblée Nationale, représentait les Parlementaires socialistes; Jules MOCH, ancien Secrétaire Général du Gouvernement du Front Populaire, Robert BLUM et Pierre BLOCH Président de la L.I.C.A. On remarquait aussi Georges SARRE et Marcel DEBARGE, respectivements Secrétaires fédéraux de Paris et de la Seine-St-Denis.

****

Trois jours après, DIMANCHE 12 AVRIL 1970, le Parti rendait un solennel hommage à Léon BLUM à JOUY-en-JOSAS. Une foule plus nombreuse encore que celle de la Mutualité défila pendant une heure dans le petit cimetière, entre une double haie de drapeaux rouges, pour s'incliner devant sa tombe.

Le cortège était conduit par Ernest CAZELLES, Denis CEPEDE, Jacques ENOCK, Robert VERDIER, membres du Secrétariat National du Parti, en l'absence d'Alain SAVARY en tournée en Province, Augustin LAURENT, Pierre BEREGOVOY, Gérard JAQUET, Charles POT et Pierre GIRAUD Sénateur de Paris.

On reconnaissait Jane BLUM, Jules MOCH, Guy MOLLET ancien Secrétaire Général de la S.F.I.O. comme Daniel MAYER accompagné de Clèta MAYER. On remarquait enfin, Joseph BEGARRA, ainsi que les Secrétaires fédéraux des Yvelines, de l'Essonne, de la Seine-St-Denis et du Val d'Oise.

Les Parlementaires, les élus municipaux et cantonaux, tous les Camarades oubliés ici ne nous en voudront pas, tant leur nombre, au cours de ces deux manifestations, a prouvé que les Socialistes reconnaissent ce qu'ils doivent à la pensée et à l'exemple de Léon BLUM.

A. G. E C K

DISCOURS d'Alain SAVARY (extraits)

***

Parlant après des orateurs qui ont retracé quelques uns des multiples aspects de la vie de Léon BLUM, c'est au socialiste et au leader politique que je limiterai mon propos.

.. Nul d'entre nous n'a le droit de s'annexer Léon BLUM. Il est le bien commun du Parti tout entier et de tous les socialistes.

.. Je voudrais seulement m'attacher à analyser à partir de ses écrits et de son exemple, le sens qu'il assignait au combat socialiste et à la mission qui était la sienne en tant que responsable du Parti.

.. Léon BLUM, que ses adversaires n'ont cessé de dépeindre comme un intellectuel sectaire, incapable de se détacher de préoccupations partisanes était, il est vrai, un militant socialiste.

.. Mais il a su, lorsque le socialisme était en jeu, refuser de se plier à la loi de majorités de rencontre: à TOURS, il fut de ceux qui, minoritaires, reconstituèrent le Parti Socialiste; à VICHY, au sein d'un groupe parlementaire divisé et apeuré, il fut des minoritai- qui refusèrent d'accepter l'abdication de la république.

.. A travers lui, nous voyons la permanence des problèmes, le 20 mai 1945, il s'exprime ainsi devant les secrétaires des Fédérations:

" Il faut à la fois que nous donnions l'impression de la continuité et l'impression du renouvellement. Il faut que nous montrions tout à la fois que nous sommes toujours le Parti Socialiste le même Parti Socialiste, et que nous sommes en même temps un parti socialiste renouvelé, rajeuni, transformé. Oh ! non pas dans la doctrine. Nous pourrons avoir quand nous entreprendrons ce travail des modifications à introduire dans la présentation, dans l'expression de sa doctrine, mais sur le fond, nous n'aurons rien à changer. En tout cas, qu'il s'agisse des formules, des méthodes, des moyens de la propagande, des instruments de travail, qu'il s'agisse même à bien des égards des hommes, pour le Parti comme pour la France elle-même, le problème du rajeunissement, du renouvellement, de la régénération s'est posé et se pose encore".

.. Militant socialiste, Léon BLUM ne se détermine aux moments graves que par référence à la doctrine socialiste.

Le Congrès de Tours en est l'illustration la plus claire.

Meurtri par la guerre, le Parti s'est reconstitué et a reçu de nombreuses adhésions de jeunes et d'anciens combattants. En Union Soviétique la révolution d'octobre est dans l'éclat de sa jeunesse. Tout naturellement la majorité du Parti, dans un grand mouvement affectif, s'enflamme pour ce grand espoir et, sans véritablement s'en rendre compte, rompt avec la démocratie.

Que fait alors Léon BLUM ? Manifeste-t-il une hostilité déraisonnée au pouvoir issu des Soviets ? Se joint-il à l'enthousiasme des partisans de la nouvelle internationale ? Sa démarche est toute différente: il lit les textes venus de Moscou, il les analyse et conclut: ce qu'on nous propose n'est pas une mise à jour des doctrines socialistes, c'est une doctrine entièrement nouvelle et qu'un socialiste doit juger erronée.

.. Combien, emportés alors par des réactions sentimentales, durent ensuite connaître, à l'issue d'épreuves douloureuses, la justesse des analyse de Léon BLUM.

Mais la fidélité intangible aux principes du socialisme n'était pas pour Léon BLUM un alibi à l'opportunisme électoral ou à l'inaction. Il n'a, par exemple, jamais méconnu la nécessité des alliances destinées à faire faire un pas de plus au socialisme. Mais il ne les concevait pas de simple tactique. Il les admettait chaque fois qu'elles lui paraissaient s'inspirer d'un minimum de conceptions communes sur la nature et l'étendue de l'étape à franchir en commun. C'est pourquoi, quinze ans après Tours, il n'hésite pas devant l'alliance avec le Parti Communiste et constitue avec d'autres partis de gauche le Front Populaire qui a marqué d'une page ineffaçable l'histoire sociale de la France.

Pour Léon BLUM , les principes socialistes sont tout autre chose que des slogans ou des articles de catéchisme. Ils se résument en un ensemble de convictions quotidiennement vécues et en des instruments d'analyse. Il ne fera jamais à ses partenaires communistes ou radicaux les concessions de complaisance qu'il ne jugeait pas conformes à la réalité. Mais il n'hésitera pas devant les actions en commun, lorsque celles-ci auront été clairement débattues et définies.

.. Parmi ceux qui saluent la rigueur intellectuelle et la fidélité héroïque de Léon BLUM au socialisme, dont sa défense devant la Cour de Riom devait témoigner de façon plus qu'admirable; certains ont entrepris de contester la conception qu'il se faisait de son rôle à la tête du Parti Socialiste, et plus tard, à la tête de la coalition des forces populaires rassemblées en 1936. Depuis longtemps, on l'avait accusé- et notamment les "néos" et parmi eux surtout ceux qui s'orientaient vers le fascisme- de manquer de capacités d'action. Plus récemment la critique s'est faite plus amicale, et aussi plus insidieuse: il aurait fait preuve, dans le leadership du parti et du Front Populaire, de scrupules d'ordre moral qui l'auraient empêché d'accomplir les actes décisifs qui auraient permis d'assurer le triomphe du socialisme.

.. Il est évident que le combat socialiste se contredirait lui-même s'il employait des moyens qui violent les valeurs qui le motivent. Dégrader le socialisme sous prétexte de le faire mieux triompher n'est qu'une dérision, qui prépare des lendemains funestes. Tel est le sens de cet humanisme de Léon BLUM, sur lequel bien des contresens ont été commis - et le sont peut-être encore. Et pourtant, depuis que les dirigeants de l'U.R.S.S. ont dévoilé quelques uns des crimes de l'époque stalinienne, qui pourra mettre en doute la conviction tranquille de Léon BLUM ? Le rapport Khroutchev ne contient-il pas la confirmation précise de ses analyses et également ...

quelques motifs d'espoir dans la nature humaine ?

Et est-il vrai qu'on puisse parler d'un échec du Front Populaire et l'imputer à son chef ?

Pour ma part je ne le crois pas. Et je pense que ce prétendu échec n'existe que dans l'esprit de ceux qui substituent à l'étude froide de la réalité le culte des illusions lyriques.

.. A l'époque, en un temps record, le gouvernement de Front Populaire a réalisé l'essentiel de son programme social. Et il ne s'agissait pas, comme on feint parfois de le croire, de mesures de peu de portée sur lesquelles la réaction qui a suivi devait revenir. Une réforme comme l'institution des conventions collectives a complètement fransformé les relations entre le patronat et la classe ouvrière. L'institution des congés payés a apporté un changement décisif dans la condition ouvrière. La réforme de la Banque de France a été le premier pas dans la direction des réformes de structure de la libération.

.. Il serait bon que les jeunes générations, à qui l'histoire de ce temps est contée parfois de façon fort tendancieuse, en soient conscientes.

.. Dans aucune des épreuves douloureuses, Léon BLUM n'a caché la vérité au pays, ou ce qu'il croyait être la vérité. Et c'est en cela que Léon BLUM, leader et homme d'Etat est pour nous un grand exemple.

.. Oh, certes, il aurait été infiniment plus facile de prendre des attitudes avantageuses devant le Parlement et l'opinion et, dans la pratique, de se réfugier dans l'inaction, masquée par une vaine agitation. C'est ainsi parfois qu'on se taille une place de choix auprès des commentateurs. Mais ce n'est pas ainsi qu'on fait vraiment progresser la cause dont on est le porteur.

Si Léon BLUM se refuse à aller aussi loin que le souhaiteraient certains enthousiastes, ce n'est pas par scrupule moral, mais par sentiment de ses responsabilités. Il ne crie pas "Unité" quand c'est impossible, mais il sait saisir toutes les occasions de la faire progresser quand c'est politiquement possible. Le souci de la vérité rejoint ainsi les exigences de l'efficacité politique.

Ainsi, si je veux résumer en quelques mots l'essentiel de notre fidélité à Léon BLUM, je dirai qu'il nous enseigne à ne pas avoir peur d'être socialistes, et qu'il nous apprend la conciliation difficile entre les exigences de l'éthique socialiste et les nécessités de la responsabilité politique.

.. Depuis vingt ans, le monde a changé, la conjoncture politique n'est plus celle qu'il a connue, mais les exemples qu'il nous a donnés demeurent vivants dans notre pensée et notre action.

xxxx

C) Les réunions d'Alain SAVARY

..... et ses déclarations

7 AVRIL 1970	- CLICHY Assemblée Générale des Elus Socialistes
9 AVRIL 1970	- PARIS, Palais de la Mutualité Commémoration du vingtième anniversaire de la mort de Léon BLUM
11 AVRIL 1970	- RENNES (Ille et Vilaine) Réunion publique
12 AVRIL 1970	- SAINT-BRIEUC (Côtes-du-Nord) Conférence
17 AVRIL 1970	- LORIENT (Morbihan) Réunion publique
18 AVRIL 1970	- CHATEAULIN (Finistère) QUIMPER Réunions

***

Coll. Fondation Jean Jaurès

... A L'ASSEMBLEE GENERALE DES ELUS SOCIALISTES
à CLICHY le 7 AVRIL 1970.

Prenant la parole mardi soir, à Clichy, devant les maires socialistes, Alain SAVARY, Premier Secrétaire, a estimé que les résultats des élections cantonales étaient "non seulement encourageants mais prometteurs". Il a également déclaré que notre parti était la troisième organisation nationale du pays, malgré les avantages administratifs dont avait bénéficié l'U.D.R. au cours de la récente campagne électorale.

Puis il a ajouté:" Reprenant ce que Malraux avait dit, un ministre, dont on ne sait pas d'ailleurs ce qu'il représente, a proposé qu'un clivage se fasse entre le Parti communiste et les autres. Nous n'acceptons pas cette démarche, elle n'est pas dans la nature des choses de la France. Il y a une droite et il y a une gauche, et les socialistes sont dans cette gauche. Les socialistes n'acceptent pas qu'un ministre leur octroie un strapontin dans une constellation qui les défigurerait. C'est notre défi de maintenir et d'affirmer l'avenir d'un socialisme démocratique. Le socialisme est vivant par ses propositions et à travers toutes les générations. Le Parti a été uni et discipliné dans les élections cantonales. Ceux qui, dans ces élections, ont cru devoir nous quitter n'ont pas pu se maintenir dans les normes de la gauche, ils ont été happés par l'U.D.R., ce qui prouve qu'il n'y a pas de voie médiane. M.FREY a contribué à la clarification puisque ce qu'il enfonce c'est le centre et non la gauche.

xxx

Coll. Fondation Jean Jaurès

A propos de l'interdiction de la manifestation des maires de gauche, Alain SAVARY a précisé qu'il s'agissait d'une "affaire ubuesque". "Pourquoi a-t-il demandé, des hommes aussi responsables ne pourraient-ils faire 700 mètres pour aller trouver un pouvoir qui se déclare prêt au dialogue ? Vous êtes les boucs émissaires d'une politique que vous n'avez pas voulue."

Et le Premier Secrétaire a précisé que cette action se situait dans le cadre des ripostes communes que le Parti Socialiste a proposées au Parti Communiste.

xxxxx
x

... A CLICHY, le 7 AVRIL 1970, SUR LES PROBLEMES DE LA JEUNESSE ETUDIANTE.

" ... Peut-être les responsables politiques ont-ils manqué de fermeté dans l'expression. Nous connaissons les problèmes des jeunes, mais, en même temps nous ne pouvons accepter sans rien dire que cette angoisse, cette révolte, se traduisent par l'intolérance et la violence envers ceux qui ont tenté d'appliquer une loi que nos parlementaires ont votée. Il n'est pas possible d'accepter qu'on prétende détruire la société à travers l'Université. C'est le droit de certains d'attaquer la société. Nous la combattons également. Mais nous ne pensons pas que le combat qui se mène dans l'Université soit de nature à détruire la société. Il est plutôt de nature à détruire l'Université. Nous pensons que le moment est venu de le dire à tous les jeunes, qu'ils soient des nôtres ou non. C'est dans l'échange avec nous qu'ils pourront résoudre les problèmes. L'excès des attaques contre l'Université d'Etat risquerait de mener à une situation dans laquelle les employeurs soutiendront des universités privées, dont la valeur des diplômes sera préférée à ceux de l'Université d'Etat. Les Etudiants issus de milieux populaires n'au-

Collection Jean-Jaurès

raient, eux, aucun moyen d'accéder à ces Universités privées. Les maoïstes et les trotskistes sont, pour la plupart issus de familles bourgeoises et font la révolution avec un filet. Ils retrouveront la protection d'une famille qu'ils contestent".

xxx

... A " E U R O P E 1 " le 10 AVRIL

" SUR LES"OUVERTURES" DE M.FREY

" De par ses positions, le Parti socialiste ne peut pas être intéressé par les déclarations de M.FREY, qui fait comme s'il n'avait aucune différence dans ce pays entre tous les non communistes. Nous pensons qu'il y a de très grandes différences entre la gauche et la droite. L'U.D.R. est à droite, nous sommes à gauche; telle est la réponse à la proposition de M. FREY. La division gauche-droite est fondamentale: elle repose sur les propositions que les uns et les autres font au pays. Nous proposons des réformes de structures fondamentales de la société. Le gouvernement actuel mène sa politique: elle est différente de ce que nous proposons ...

" La main tendue de M. FREY l'est-elle en termes intellectuels ou s'agit-il d'un nouvel appel à la "soupe" que nous avons déjà connu sous une république antérieure ? Les socialistes ne sont pas candidats pour faire n'importe quoi ni pour avoir des places mais pour mener une politique conforme à une évolution générale du pays au niveau des collectivités locales. Quelques défections, fort peu nombreuses, ont eu lieu. Il y a dans le Parti des réticences et des hésitations sur la ligne générale, mais nous en discutons démocratiquement au sein du Parti. Lorsqu'une décision est prise, elle est appliquée par la quasi-unanimité de ceux qui l'ont votée ...

xxx

" SUR LE DIALOGUE AVEC LE PARTI COMMUNISTE "

" Nous avons ouvert le dialogue avec le Parti communiste pour rechercher les conditions possibles d'une alliance qui, si elle se réalise, ne sera pas exclusive. Nous ne savons pas encore si elle pourra se faire. Parallèlement nous entendons ne pas nous couper de tous ceux qui peuvent, faire, avec nous, un pas important pour modifier les conditions de base de ce pays... Nous ne faisons pas de complexe. Nous pensons que la cause que nous défendons avec ceux qui se trouvent dans nos rangs se suffit à

Collection Jean Jaurès

elle-même et nous permettra de nous développer, même dans la compétition et dans la concurrence avec les autres. Nous n'avons pas l'impression d'être "plumables"... Nous ne pensons pas qu'en se coupant d'une fraction importante de la gauche que représente le Parti communiste, il soit possible de retrouver sur notre droite des éléments susceptibles d'accepter le programme socialiste. C'est pourquoi notre analyse nous conduit à penser que l'avenir de la gauche repose sur une entente avec le Parti communiste. Nous ne pouvons pas dire si cette entente est possible. C'est l'enjeu de ce dialogue. Le pays jugera...

Jusqu'à présent nous avons mis en place les conditions préparatoires à ce dialogue. C'est une affaire sérieuse. Nous savons que ce qui a pu diviser de façon profonde, communistes et socialistes, depuis cinquante ans ne sera pas résolu en un jour... Dans ce dialogue, nous cherchons une analyse de ce qui est possible et de ce qui ne l'est pas. Dans la vie, le mouvement consiste à ne pas se figer de façon constante et bornée sur ce qui a été vrai, qui l'est peut être encore. L'honnêteté et les impératifs de l'avenir de la gauche dans ce pays, commandent dans la lucidité et sans être dupes, d'aller toujours à la recherche de ce qui est possible... Nous souhaitons que le Parti communiste bouge davantage. Le P.C. n'est pas identique à ce qu'il était dans le passé. Il importe de connaître ses réponses à nos propositions sur des questions de fond: pluralité des partis, gestion économique, lutte contre la bureaucratie, lutte contre la décentralisation avec tous les excès que l'on connaît dans certains pays de l'Est...

Le Parti socialiste ne prétend pas être marxiste. Pour nous le marxisme est une méthode d'analyse, de recherche. Une grande partie des théories de Karl Marx demeurent valables et utiles pour l'élaboration d'une doctrine.

Notre Parti, parce qu'il propose est révolutionnaire. Mais nous pensons que la révolution, c'est-à-dire la réforme fondamentale des structures de notre pays peut être atteinte par d'autres voies que la violence. C'est pourquoi nous affirmons que nous sommes un Parti qui est pour des réformes révolutionnaires ...

Notre Parti est celui qui groupe tous les salariés et tous ceux qui sont prêts à lutter contre les injustices, soit qu'ils en soient directement victimes, soit qu'ils pensent que l'avenir du pays réside dans des solutions économiques qui empêchent la dégradation qu'à nos yeux le régime capitaliste libéral d'aujourd'hui apporte dans le présent et dans l'avenir ...

Nous souhaitons que le Parti radical reste à gauche. Cela suppose une modification de quelques habitudes par rapport à un passé récent. Il est plus facile de faire un manifeste tout seul, que de l'élaborer d'une façon démo-

A E U R O P E 1 . . . A E U R O P E 1 . . .

cratique, en y associant une centaine de milliers de militants, en consultant les syndicats, les coopératives pour tenter de traduire les aspirations des masses de ce pays. C'est la méthode que nous avons suivie et à laquelle nous sommes très attachés. Mais il est vrai que les propositions du Parti radical mettent en cause des notions qui sont depuis longtemps étudiées par les socialistes, en particulier les problèmes de transmission héréditaire, soit du pouvoir, soit de la richesse. Reste à voir comment dans la pratique ces principes seront appliqués ...

La clarté peut être obtenue non pas en fonction d'étiquettes mais en fonction de principes doctrinaux et de principes d'action. A mon grand regret, le P.S.U. nous paraît éloigné de nos propositions et se refuse à toute discussion qui conduirait à une forme d'unité quelconque avec le Parti socialiste. Nous ne pouvions pas subordonner l'ouverture du dialogue avec le P.C. à des accords avec le Parti radical en voie de pleine réorganisation ou avec une Convention qui, pendant un certain temps, a manifesté un peu d'humeur à l'égard de la situation. Nous pouvons mener simultanément les deux démarches: le regroupement des socialistes pour le renforcement nécessaire non seulement pour parler avec le Parti communiste, mais pour l'avenir de notre pays ... Nous sommes pour l'unité; cela veut dire que nous évitons les polémiques inutiles.

xxx

... A SAINT-BRIEUC (Côtes-du-Nord) le 11 AVRIL

"SUR LE PROJET DE LOI DU GOUVERNEMENT SUR LA REPRESSION COLLECTIVE":

"... Le Parti ne peut admettre l'introduction dans la législation française de la responsabilité collective, et donc de la répression collective".

"SUR LES PROBLEMES DES ARTISANTS ET COMMERCANTS":

" ... Sur les problèmes des artisants et commerçants, nous avons une politique de principe, mais il ne s'agit pas non plus de soutenir des structures périmées et de faire du néo-poujadisme de gauche".

xxx

... A L O R I E N T (Morbihan) le 17 AVRIL .

" SUR LES RELATIONS AVEC LE PARTI RADICAL":

"... Je souhaite une coopération étroite avec ce Parti.

Pour parvenir à la majorité, il faut aller bien au-delà de ce que sont les communistes et les socialistes dans ce pays.

Il importe aussi que le Parti radical précise avec qui il entend construire".

...x...

---

§§§

D) La journée de protestation des Elus

xxx

1°- LE TEXTE DU GROUPE SOCIALISTE A L'ASSEMBLEE NATIONALE

"Conscients de la gravité de la situation financière des collectivités locales, de la carence de l'action gouvernementale en la matière et de la menace qui pèse de ce fait sur les libertés locales, le Parti socialiste, le Parti communiste, le Parti radical et la Convention des Institutions républicaines se sont mis d'accord pour opposer à cette menace une réplique commune".

" Ils demandent à ceux de leurs adhérents qui détiennent un mandat de maire, réunis à Paris à l'occasion du Congrès de l'Association des maires de France, d'organiser une manifestation destinée à faire clairement connaître à l'opinion publique la responsabilité du gouvernement dans le danger national ainsi créé".

" Cette manifestation, qui se déroulera le mercredi 8 avril à 11 heures, groupera les maires qui, ceints de leur écharpe, partiront de la place du Palais Bourbon pour se rendre en cortège à l'Hôtel Matignon et y remettre une motion au Premier Ministre".

" Les formations politiques organisatrices appellent tous les maires à se joindre au cortège pour manifester leur volonté de voir mettre un terme à une situation que la nation, dans son ensemble, ne saurait tolérer plus longtemps".

****

2°- LE TEXTE PUBLIE A L'ISSUE DE LA MANIFESTATION DES MAIRES

"Le Parti socialiste, le Parti communiste français, le Parti radical et la Convention des Institutions républicaines se félicitent du plein succès remporté par la manifestation qu'ils ont organisée le 8 avril en réplique à la politique réactionnaire du pouvoir vis-à-vis de la situation financière des communes, menaçant par là les libertés locales.

Plus d'un millier de maires et d'adjoints se sont rendus de la place du Palais-Bourbon à l'Hôtel Matignon en un cortège caractérisé par son calme et sa dignité.

Coll. Fondation Jean-Jaurès

Une délégation composée de MM. Gaston DEFFERRE, Maurice PIC et André BOULLOCHE pour le PARTI SOCIALISTE, Waldeck L'HUILLIER, Georges VALBON et Camille VALIN pour le PARTI COMMUNISTE, Emile DIDIER, Paul DURAFFOUR et Mme Brigitte GROS pour le PARTI RADICAL, MM. François MITTERRAND et Frak SERUSCLAT pour la CONVENTION DES INSTITUTIONS REPUBLICAINES, s'est présentée à Matignon pour y remettre une motion.

Le Premier Ministre a fait savoir que la délégation ne serait pas reçue.

Lecture, par André BOULLOCHE, a alors été donnée aux participants, de la motion :

****

3°- TEXTE DE LA MOTION LUE PAR André BOULLOCHE, SUR LE PERRON DE L'HOTEL MATIGNON.

" A la suite de la lettre rendue publique par le Premier ministre, les organisateurs ont remarqué que leur action, si elle s'est trouvée en contradiction avec la règlementation actuelle, n'a à aucun moment troublé l'ordre public auquel les élus locaux sont attachés.

Ils s'étonnent que le Premier Ministre ait cru devoir recommander la voie postale pour exposer la situation des communes. Outre les commentaires, qui pourraient être faits à ce propos sur l'état déplorable dans lequel l'action du gouvernement a mis le service de la poste, ils soulignent l'étonnante désinvolture avec laquelle M. CHABAN-DELMAS estime pouvoir traiter d'un problème qui constitue cependant un des impératifs du monde moderne et relèvent la contradiction existant entre les propos d'ouverture à une concertation généralisée qu'il a tenus devant la télévision et la fermeture des portes de Matignon à une délégation de maires représentant plusieurs millions de Français.

Les maires de toutes opinions ayant participé au cortège sont, quant à eux, décidés à poursuivre leurs efforts pour obtenir la satisfaction de la revendication fondamentale qu'ils ont exprimée devant tous les Français et appellent ceux de leurs collègues qui partagent leur exigence à se joindre à eux dans les actions futures entreprises vers ce but.

Cette manifestation a soulevé la colère de toute la presse gaulliste. Mais elle a contraint le ministère de l'Intérieur à publier un long communiqué sur sa propre action, communiqué qui ne répond d'ailleurs en rien aux questions posées par les maires.

Signalons d'autre part que le Premier Ministre a reçu, hier, le Président de l'Association des maires de France ".

****

E) LA VIE DU PARTI

xxx

I.- JOURNEES D'ETUDES REGIONALES SUR LE PLAN D'ACTION SOCIALISTE

La circulaire N° 46 datée du 1er avril 1970, signalait la préparation et l'organisation de Journées d'Etudes Régionales sur le PLAN D'ACTION SOCIALISTE.

Depuis, deux notes spéciales, datées respectivement des 3 et 15 avril, adressées aux Secrétaires Fédéraux, apportaient un certain nombre de précisions complémentaires et demandaient notamment à tous les militants du Parti, de bien vouloir réserver leur journée du dimanche 10 ou bien 24 MAI pour participer massivement à ces réunions.

Le tableau ci-dessous fixe d'ailleurs les dates retenues par les Fédérations organisatrices pour chacune des circonscriptions régionales.

xxx

REGIONS	FEDERATION ORGANISATRICE	DATE	LIEU DE REUNION
PICARDIE Aisne - Oise- Somme	SOMME	24 MAI	AMIENS
HAUTE-NORMANDIE Eure- Seine Maritime	SEINE MARITIME	10 MAI	GRAND-QUEVILLY
BASSE-NORMANDIE Calvados- Manche- Orne	CALVADOS	24 MAI	COLOMBELLES (près de CAEN)
CHAMPAGNE Ardennes- Aube-Marne- Hte Marne	MARNE	24 MAI	REIMS
LORRAINE Meuse-Moselle- Meurthe & Moselle Vosges.	MOSELLE	10 MAI	METZ
ALSACE Bas-Rhin- Haut-Rhin	BAS-RHIN	24 MAI	STRASBOURG
FRANCHE-COMTE Belfort- Doubs- Jura -Hte Saône	DOUBS	10 MAI	BESANCON
BOURGOGNE Côte d'Or- Nièvre - Saône et Loire Yonne -	COTE D'OR	24 MAI	DIJON

.../

© Fondation Jean Jaurès

REGIONS	FEDERATION ORGANISATRICE	DATE	LIEU DE REUNION
CENTRE Cher- Eure et Loir- Indre- Indre et Loire -Loir et Cher- Loiret	LOIRET	24 MAI	ORLEANS
BRETAGNE Côtes-du-Nord -Finistère- Ille et Vilaine- Morbihan- Mayenne	ILLE & VILAINE	24 MAI	RENNES
PAYS DE LOIRE Loire Atlantique- Sarthe- Maine et Loire- Vendée	LOIRE ATLANTIQUE	24 MAI	NANTES
POITOU-CHARENTES Charente- Charente Maritime- Deux-Sèvres- Vienne	VIENNE	24 MAI	POITIERS
LIMOUSIN Corrèze- Creuse- Haute-Vienne	HAUTE VIENNE	24 MAI	LIMOGES
AUVERGNE Allier- Cantal- Haute-Loire- Puy-de-Dôme	PUY-de-DOME	10 MAI	CLERMONT-FERRAND
RHONE-ALPES Ain- Ardèche- Drôme- Isère- Loire- Rhône- Savoie- Haute-Savoie.	RHONE	24 MAI	
AQUITAINE Dordogne- Gironde- Landes- Lot-et-Garonne- Pyrénées Atlantiques.	LANDES	24 MAI	MONT-de-MARSAN
MIDI-PYRENEES Ariège- Aveyron- Lot - Gers Haute-Garonne-Tarn- Hautes-Pyrénées - Tarn-et-Garonne.	HAUTE-GARONNE	24 MAI	TOULOUSE
LANGUEDOC Aude- Gard- Hérault- Lozère- Pyrénées-Orientales.	HERAULT	24 MAI	PEZENAS
PROVENCE-COTE D'AZUR Alpes Maritimes- Htes Alpes - Basses-Alpes- B.d.R.- Corse- Vaucluse- Var	BOUCHES-du-RHONE	10 MAI	MARSEILLE
REGION PARISIENNE Paris- Yvelines- Essonnes- Hauts de-Seine- Seine St Denis- Val-de-Marne-Val d'Oise- Seine & Marne	SEINE ST DENIS	10 MAI	PRE-SAINT-GERVAIS

NB: Dans certaines régions, le lieu n'est pas encore définitivement fixé.

Fondation Jean-Jaurès

Il était encore demandé aux Fédérations de bien vouloir nous faire connaître avant le 10 Avril, le nombre d'exemplaires qu'elles souhaiteraient recevoir du numéro spécial de la "DOCUMENTATION SOCIALISTE" qui présentera d'une façon schématique les position déjà formulées sur les différentes questions auxquelles le Plan doit apporter la réponse du Parti.

Peu de réponses nous sont parvenues à ce jour.

Hâtez-vous de passer commande de cet important document indispensable aux militants.

II.- ASSISES NATIONALES DU PARTI

Par circulaire N° 45, en date du 27 mars 1970, Alain SAVARY, Premier Secrétaire du Parti informait les Secrétaires Fédéraux, les membres du Comité Directeur et les Parlementaires de ce que :

" Le Comité Directeur du 21 mars 1970 a pris la décision " de fixer aux 19, 20 et 21 juin les prochaines Assises nationales " du Parti, reportant ainsi le Congrès National extraordinaire prévu " initialement pour les 25 et 26 avril 1970.

" Cette décision a été prise pour des raisons matérielles " de préparation d'abord, mais aussi pour permettre un large débat " démocratique, retardé jusqu'à présent par les élections cantonales.

" Pour éviter aux délégués des Fédérations de se déranger " deux fois consécutives, le Comité Directeur a décidé de faire immédiatement précéder le Congrès National extraordinaire, du Conseil " National, prévu à Bondy pour le mois de juin.

" C'est ainsi que les assises des 19, 20 et 21 juin se " tiendront en deux temps:
"
" 1°- Conseil National qui appréciera la situation en ce " qui concerne les conversations avec les autres formations de gauche;
"
" 2°- Réunion du Congrès national extraordinaire consacré " au Plan d'Action Socialiste.
"
" Bien entendu, tous renseignements complémentaires te " parviendront en temps utile.

xx

A ce sujet quelques précisions s'imposent:

1°) Le 19 JUIN aura lieu le CONSEIL NATIONAL ORDINAIRE.

Nous profitons de cette circonstance pour vous rappeler que le Conseil National est composé par :

Coll. Fondation Jean Jaurès

a) les Secrétaires Fédéraux ou leurs représentants mandatés.
b) les membres du Comité Directeur;
c) les Parlementaires (Députés et Sénateurs);
d) les membres du Conseil Economique.

2°) Les 20 et 21 JUIN se tiendra le CONGRES NATIONAL EXTRAORDINAIRE, selon la représentation habituelle.

Ces Assises se dérouleront à EPINAY-sur-SEINE (Seine-St-Denis)

Une circulaire qui parviendra ultérieurement aux Secrétaires Fédéraux précisera tous les détails matériels nécessaires et notamment les divers moyens de transport qui seront mis à la disposition des congressistes pour se rendre à EPINAY.

-=-

/ A L'ATTENTION DES CAMARADES SECRETAIRES DE SECTIONS

Au cours des prochaines semaines, les sections vont obligatoirement devoir se réunir pour étudier le projet de Plan d'Action Socialiste afin de pouvoir mandater leurs délégués dans les Congrès fédéraux.

Les textes servant de base à la discussion seront adressés aux Secrétaires de sections à partir du 24 AVRIL 1970.

Les Secrétaires Fédéraux disposeront d'un certain nombre d'exemplaires pour les militants qui en désireront.

COMMUNIQUE DU BUREAU DU PARTI ET DU GROUPE PARLEMENTAIRE - 21 AVRIL 1970

" Le Parti Socialiste et son groupe parlementaire (Assemblée Nationale et Sénat), réunis le 21 avril 1970, ont examiné le projet de loi tendant à réprimer certaines formes de délinquance.

A travers ce texte, le gouvernement fait la preuve de son incapacité. N'ayant pu dominer les évènements qui sont la conséquence d'une longue carence du pouvoir, il demande le vote d'un projet contraire aux principes fondamentaux du droit, en introduisant dans nos lois le principe de la responsabilité collective.

Ennemi de toute violence et de toute intolérance, le Parti et le groupe socialiste estiment que les lois en vigueur sont suffisantes pour que l'ordre et la légalité républicaine soient assurés. Le projet de loi gouvernemental ne fait rien pour supprimer les causes d'une situation sociale qui s'aggrave dans tous les domaines. En revanche, par l'imprécision de ses termes, il présente une grande menace pour les libertés publiques."

xxx

F) LES COMMISSIONS

xxx

I - LE PLAN D'ACTION SOCIALISTE

L'élaboration du PLAN D'ACTION SOCIALISTE est maintenant entrée dans sa phase décisive. Après l'identification des thèmes de réflexion qui nous retint au cours du dernier trimestre de 1969 et l'énoncé des thèses qui suscita les réactions des militants au cours du premier trimestre 1970 et de la JOURNEE D'INFORMATION du 7 février, parvient dans les sections le "Document de travail, pour la préparation du Plan d'Action, qui a pour objet de féciliter les délibérations des Congrès fédéraux.

Dans ce document, 105 questions regroupées sous trois chapitres:

I- POURQUOI NOUS LUTTONS CONTRE LE CAPITALISME ?
II- LES OBJECTIFS DU COMBAT SOCIALISTE.
III- LES VOIES DE PASSAGE AU SOCIALISME,

permettent de fixer la réflexion sur les questions majeures auxquelles le Congrès de JUIN devra fournir la réponse du Parti. Il ne s'agit pas seulement, pour chaque militant, de répondre par oui ou par non à un referendum aux questions multiples, il va de soi qu'on peut proposer des ajouts et des suppressions, des formulations différentes ou nouvelles dont le Congrès sera saisi .

Dans plusieurs départements, une organisation particulière du travail a été mise en place qui assure son efficacité. Des commissions d'étude ont été créées, des réunions départementales de travail se sont déjà tenues. Les échos qui en proviennent , les résultats auxquels elles ont abouti, l'impression qué m'ont produite celles auxquelles j'ai pu participer, ont attesté l'intérêt que les militants prennent à ce travail collectif de réflexion.

Les Fédérations qui ont tardé à se saisir du problème, seraient bien inspirées d'y songer, pour préparer ou poursuivre les journées interdépartementales de travail prévues les 10 et 24 mai prochains.

Au centre de ce travail d'autoconsultation généralisée, la Commission du Plan d'Action Socialiste a un rôle difficile à jouer. Elle doit pousser son travail jusqu'au point où il suscite la réflexion, sans atteindre celui où elle pourrait la bloquer en donnant à ses textes un tour abusivement achevé, veiller à ce que le débat du Congrès demeure entièrement libre, sans courir pour autant, le risque de se retrouver à son issue, avec un texte conçu dans la hâte fatiguée des petits matins de congrès.

En lui adressant, dans les meilleurs délais, les compte-rendus des travaux effectués dans les départements, la prise en compte de leurs résultats et l'organisation du travail du Congrès National, seront mieux assurées. Il est donc d'intérêt commun de hâter la marche pour tirer le meilleur parti des délais supplémentaires qui ont été dégagés en reportant le Congrès au 20 juin. C'est à ce prix que le Parti prouvera qu'il peut marier l'efficacité à la démocratie.

Denis CEPEDE
Secrétaire

II - COMMISSION DES AFFAIRES ECONOMIQUES

GROUPE III - " LE SOCIALISME ET L'EUROPE"

- 18 mars 1970 -

Le responsable du groupe de travail propose un plan d'étude en 3 points:

1°- L'idée de l'Europe

2°- L'Europe et les faits

3°- L'Europe et l'avenir.

Un camarade fait ensuite un exposé sur la transposition des objectifs socialistes dans l'Europe des Six:

1°- Comment ce problème se pose-t-il ?

2°- Faut-il transposer l'action socialiste dans un cadre européen ?

3°- Comment transposer les objectifs socialistes dans l'Europe des Six ?

André BOULLOCHE approuve la méthode qui consiste à partir d'une donnée avec ses qualités, ses défauts, son environnement et à vouloir l'utiliser pour réaliser nos buts.

Il pense qu'il faut mettre l'accent sur un point important: le capitalisme s'accomode mieux du morcellement politique que le socialisme. Celui-ci, pour être réalisé, exige un Etat de dimension suffisante pour être en mesure de faire face à la puissance des Sociétés multinationales.

André BOULLOCHE

REUNION DU GROUPE I

" ECONOMIE COLLECTIVE "

- 19 mars 1970 -

xx

Au cours de cette réunion 5 Camarades ont été chargés de procéder à une étude des entreprises nationales actuelles en prenant pour base de travail le "rapport NORA" afin d'en faire une critique exhaustive et d'en montrer les limites. Le problème qui se pose est de cesser de faire des entreprises nationales un instrument d'Etat au service d'une politique gouvernementale libérale.

Un deuxième groupe préparera une nouvelle rédaction d'une proposition de loi sur " La nationalisation de la fabrication des cellules et propulseurs aéronautiques et spatiaux susceptibles d'être utilisés à des fins militaires.

Après avoir fait un rapide historique de la position du Parti, en matière de nationalisation du Crédit, JP.BAREL propose la rédaction d'un texte prévoyant la nationalisation de tout le secteur bancaire et des assurances.

Enfin, le responsable du Groupe I demande qu'un schéma sur les problèmes de l'autogestion soit préparé pour la prochaine réunion qui se tiendra au siège du Parti, le :

mercredi 29 AVRIL 1970
à 18 heures 30.

André BOULLOCHE

Fondation Jean Jaurès

III - L'INTERNATIONALE

xxx

Le 16 avril, s'est ouvert à MADRID un procès au cours duquel 14 de nos camarades étaient appelés à comparaître devant le "Tribunal de l'Ordre Public".

Ce même Tribunal avait précédemment condamné à des peines diverses d'emprisonnement (de 5 ans à 7 mois) et à de lourdes amendes des Sodialistes, lors des procès des 8 juillet, 25 septembre, 9 octobre, 15 novembre 1969 et du 5 février 1970.

Les chefs d'accusation sont toujours les mêmes:

- délit d'association illicite;
- propagation de publications illicites,

ce qu'il faut évidemment traduire par, de caractère socialiste ou simplement démocratique.

Tous ces procès visent des Socialistes ou des membres de l'U.G.T. Celui du 16 avril semblait revêtir une signification plus particulière, non seulement en raison des lourdes peines requises par le procureur, mais parce que tous les camarades mis en accusation, l'étaient en tant que récidivistes, et que, parmi eux se trouve un camarade qui occupe un poste important dans la direction clandestine du Parti Socialiste Ouvrier Espagnol et de l'U.G.T.

Face à ce nouveau scandale du régime franquiste, le Parti a décidé de deux mesures:

1°- l'envoi d'un observateur qui pourrait assister au procés en sa qualité de juriste et de membre du Parti;

2°- l'envoi à l'Ambassade d'Espagne à Paris, d'un télégramme pour dénoncer le scandale d'un pays où le fait d'être socialiste, socialisant ou simplement syndicaliste, est considéré comme un délit, à l'heure même où l'Espagne prépare son entrée dans le Marché Commun.

Coll. Fondation Jean-Jaurès

D'autres Partis, membres de l'Internationale Socialiste, ont également envoyé un observateur à ces Assises. Le Parti Socialiste Belge, le Parti Socialiste Italien, le Parti Social-démocratique allemand. La C.I.S.L. était également représentée.

L'Internationale Socialiste a, de son côté, adressé au Général FRANCO le télégramme suivant signé de son Président, notre Camarade Bruno PITTERMANN :

" Sommes profondément préoccupés par le sort
" des 14 citoyens qui comparaissent devant le
" Tribunal de Madrid du 16 avril - STOP -
" 75 millions de socialistes sont avec eux. "

Dans une note intérieure aux Partis Membres, l'Internationale Socialiste souligne qu'au cours des récents procès (depuis que l'Etat espagnol a déclaré l'Etat d'urgence), 200 socialistes et syndicalistes ont été victimes d'arrestations arbitraires, de détentions, et de procès sommaires.

Robert VERDIER
Secrétaire

Coll. Fondation Jean Jaurès

COMMUNIQUE SUR LE PROCES D'ATHENES

- 11 AVRIL 1970 -

Une fois de plus les dictateurs militaires de la Grèce ont monté une parodie de procès pour frapper cruellement les plus courageux des démocrates. De lourdes condamnations ont été prononcés par le tribunal militaire. L'opinion publique doit manifester son indignation. Les gouvernements des nations démocratiques doivent considérer que la condamnation prononcée contre le régime des "Colonels" par le Conseil de l'Europe les engage à entreprendre une action ferme en faveur des condamnés. Le gouvernement français en particulier doit mettre fin à la complaisance dont il a jusqu'ici fait preuve à l'égard du gouvernement dictatorial de la Grèce: parmi les condamnés se trouve un jeune journaliste Jean STARAKIS, frappé d'une peine de 18 ans de réclusion dont la qualité de citoyen français impose une intervention vigoureuse. Aucune nation démocratique ne peut invoquer de justification pour s'abstenir dans cette affaire: le déroulement même du"procès", le refus des autorités grecques d'admettre la présence d'observateurs étrangers, l'attitude courageuse des accusés dénonçant publiquement les tortures qui leur ont été infligées, enfin la pression ouvertement exercée sur le juge à la veille du verdict par le Premier Ministre ne peuvent laisser subsister aucun doute sur l'arbitraire et la cruauté du régime imposé au peuple grec depuis le coup d'état du mois d'avril 1967.

Le Comité Directeur du Parti Socialiste décide d'envoyer "une délégation auprès de l'Ambassade de Grèce à PARIS".

Coll. Fondation Jean Jaurès

G) LES GROUPES DE TRAVAIL

xx

ENFANCE INADAPTEE: ADOLESCENCE HANDICAPEE

A la suite de l'appel lancé dans le dernier Bulletin Intérieur, un certain nombre de camarades et de sympathisants socialistes ont bien voulu nous faire connaître qu'ils s'intéressent aux problèmes posés par l'enfance inadaptée et l'adolescence handicapée et nous les en remercions vivement.

Il s'agit là de spécialistes de ces problèmes, à des titres divers, ou tout simplement de personnes qui attachent un grand intérêt à ces questions particulières de l'enfance et de l'adolescence.

Nous nous sommes persuadés qu'il existe dans la plupart des départements, des camarades et des sympathisants désireux d'apporter leur contribution personnelle dans ce domaine, sous des formes variées: études, recherches, aide...

Nous leur demandons de vouloir bien se faire connaître à leur tour, en nous donnant leurs nom, adresse, spécialité s'il y a lieu, afin de constituer un groupe de travail spécialisé, animé par le Parti Socialiste.

Nous insistons à nouveau sur l'importance de ce problème social: un million d'enfants et d'adolescents inadaptés, des milliers de familles aux prises avec des difficultés dramatiques.

Le Parti Socialiste qui s'est déjà penché sur ce problème, doit mobiliser de nouvelles forces pour préciser ses solutions propres.

Joseph BEGARRA

* * *

SANTE-SECURITE SOCIALE

Le Groupe a commencé l'élaboration d'un document sur l'évolution de la SECURITE SOCIALE au cours des cinq prochaines années.

Ce document indiquera des axes de réformes tendant à assurer l'équilibre financier du système sans réduire les prestation, à permettre une amélioration des allocations et pensions vieillesse et à organiser une gestion démocratique des organismes.

Dès sa mise au point, ce document sera soumis au COMITE DIRECTEUR afin qu'il se prononce sur les grandes orientations qui permettront au Groupe de travail de poursuivre et d'approfondir ses études.

Albert GAZIER

Coll. Fondation Jean Jaurès

AFFAIRES CULTURELLES

Dans le cadre de ses études, la commission des affaires culturelles, a étudié le problème de la crise du cinéma en présence de notre camarade De BEAUREGARD et de notre ami Marcel CAMUS. Un document a été élaboré et transmis pour étude à nos correspondants dans les Fédérations.

***

Dans la perspective de la préparation des élections municipales, diverses initiatives sont actuellement en cours visant à confronter les expériences et les idées sur la politique socialiste d'animation culturelle de la cité.

D'une part les municipalités socialistes sont invitées à nous faire part de leurs expériences et de leurs réalisations dans ce domaine. Prochainement paraîtra dans la Documentation Socialiste une étude sur l'expérience culturelle de la municipalité socialiste d'AVIGNON.

D'autre part, une journée d'étude est prévue pour le 21 mai à PARIS (inscriptions: 12, Cité Malesherbes) à laquelle sont invités les camarades maires, maires-adjoints chargés des problèmes culturels, et animateurs à titre divers de la vie culturelle de leur cité; afin de mettre sur pied les grandes lignes d'une action municipale .

***

La commission étudie également la tenue, à la rentrée d'octobre, de trois journées de travail ouvertes au public, sur la définition d'une politique culturelle de gauche.

***

Enfin, sur demande de la commission, le Comité Directeur du Parti a exprimé sa solidarité aux personnels des musées nationaux en grève, souligné l'aspect général de la misère de l'action culturelle dans notre pays, et dénoncé le recours à l'armée briseur de grèves.

Jacques FLEURY

PROMOTION FEMININE

Il y a 60 ans, s'ouvrait la Première Journée Internationale des Femmes. Depuis, elles ont lutté sans relâche à l'amélioration de leur condition.

60ème anniversaire! Le thème de "Liberté et Paix" a été choisi. Deux mots qui doivent nous mettre sur la voie d'un but à atteindre dans le monde.

Les femmes socialistes se doivent de revendiquer la liberté de l'individu, seul moyen d'atteindre à la dignité humaine. Mais comment y parvenir sans lutter avec beaucoup de persévérance contre la misère, la faim, le fléau de l'analphabétisme dans les pays sous-développés? C'est veiller à éviter le danger qui plane sur l'école laïque en France.

Oui, les femmes se doivent de veiller, d'être présentes. Puisque aussi bien la Société se sert d'elles depuis toujours: il est temps qu'elles revendiquent leurs droits dans les domaines économique, culturel et social.

Elles connaissent et ne doivent pas oublier leurs devoirs. Parmi ces devoirs, l'un est primordial: crier à travers le monde, l'absurdité, la honte des guerres.

Des foyers se dévastent au Vietnam, au Moyen-Orient. Des enfants y meurent ou "y sont choqués à jamais".

Plus de 2 millions de femmes social-démocrates existent à travers le monde. A elles, à nous de prouver que nous refusons toute complicité avec les différents fauteurs de guerre, à nous de relever le défi, d'exiger, d'agir en faveur de la paix pour le bien des peuples.

Janette BRUTELLE-DUBA

Coll. Fondation Jean-Jaurès

DEFENSE DE LA NATURE

Chacun en Europe peut aujourd'hui percevoir les symptômes inquiétants de la pollution et de la dégradation de son environnement et les graves menaces qui pèsent sur celui-ci. Le milieu naturel subit des atteintes par suite d'une utilisation incontrôlée et sans discernement de l'espace et d'une exploitation irrationnelle des ressources; en maints endroits, le sol est en voie d'érosion, l'eau impropre à nombre de ses usages, l'air dangereusement pollué, le paysage défiguré, la vie sauvage en répression, les déchets de tous ordres s'accumulent à un rythme qui va s'accélérant et les équilibres biologiques sont rompus.

Ces lignes constituent le préambule de la Déclaration sur l'aménagement de l'environnement naturel adopté à Strasbourg le 12 février dernier par la Conférence Européenne de la Conservation de la Nature.

Il n'est guère de jours où, maintenant la presse écrite, parlée ou en image, n'évoque un des aspects de ce fléau- la dégradation du milieu naturel- dont l'homme, avec ses techniques et ses découvertes, est en réalité le principal responsable.

Il n'est pas inutile de donner quelques chiffres pour situer le problème:

- un avion traversant l'Atlantique "dévore" 35 tonnes d'oxygène;
- chaque américain déverse en une année 900 kgs de déchets et détritus;
- un gros pétrolier rejette 120 tonnes d'eaux polluées pouvant couvrir 144.000 hect. de mer d'une mince pellicule imperméable;
- 360.000 kms de fleuves et rivières en U.R.S.S. sont considérés comme dangereusement pollués;
- une voiture dégage en un an 800 kgs d'oxyde de carbone, 125 d'hydrocarbures et 40 d'oxydes d'azote.

Cimetières de voitures, montagnes de détritus, brouillard au-dessus des villes, érosion des sols, rivages et cours d'eau dévastés, espèces animales et végétales détruites ou en voie de disparition, accroissement des maladies consécutives aux bruits, aux émanations toxiques, aux fumées des usines, au traitement chimique des plantes et des insectes, la liste serait très longue des conséquences de cet assaut contre la nature et l'environnement naturel.

Une prise de conscience de l'opinion semble aujourd'hui se dessiner, à la suite des cris d'alarme ou d'angoisse, lancés par les spécialistes et les organismes de défense.

A l'étranger, et surtout aux Etats-Unis où les responsables politiques ont considéré l'action de protection de la nature comme une des priorités, des crédits considérables sont dégagés par l'Etat ou les collectivités locales pour lutter contre les nuisances et des lois très strictes ont été adoptées, pénalisant notamment les entreprises coupables.

En constituant un secteur d'études spécialisé "DEFENSE DE LA NATURE", le Parti Socialiste est fidèle à ses idées, la libérations de l'homme de toutes les oppressions et servitudes, et dans la société technico-industrielle contemporaine ces agressions se renforcent sans cesse, au point que les conditions de vie, dans les grandes agglomérations et complexes industriels deviennent intolérables.

Pour définir une politique de l'environnement -en liaison bien sûr avec les études entreprises dans des domaines proches - santé, urbanisme, tourisme, sports, notamment- il convient d'entreprendre des travaux portant à la fois sur:

- la défense de la nature en elle-même (fauve, flore, parcs naturels, etc...)
- la protection de l'homme dans son cadre de vie (lutte contre les pollutions de l'eau et de l'air, contre les méfaits de la chimie, des insecticides etc...)
- la sauvegarde de tout ce qui constitue les apports de la nature, de l'histoire, des civilisations -sites naturels, monuments historiques, folklore- massacrés, mutilés par les néfastes politiques de laisser-faire, quand ce n'est pas avec la complicité des gouvernants.

Des groupes d'études spécialisés rassemblant la documentation (fort abondante déjà) en opérant une synthèse et réalisant des enquêtes, dénonçent les nouveaux abus et dangers, proposant aux organismes responsables du Parti des remèdes: un plan d'ensemble de lutte devraient donc être constitué au plus vite.

A cet effet, nous invitons les camarades intéressés à ces questions, à se faire connaître au Secrétariat du Parti et de nous indiquer aussi les noms de sympathisants qui pourraient nous être utiles dans ces travaux. Des correspondants pourraient être désignés par les Fédérations et les Sections.

Pierre THIBAULT

H)

LES ETUDIANTS SOCIALISTES

Pour les étudiants, l'évènement majeur de ces derniers temps a été le congrès de l'U.N.E.F.: il faut l'évoquer ici car ce qu'on appelle le "syndicalisme étudiant" n'est pas de la même nature que le syndicalisme des travailleurs. Si les organismes politiques se doivent de ne pas intervenir dans les affaires syndicales, il n'en est pas de même en milieu étudiant, où l'interaction de fait est reconnue par tous. L'U.N.E.F. est une "organisation syndicale à vocation politique" (et non pas un mouvement politique en tant que tel) parce que le milieu étudiant ne peut se rattacher au mouvement socialiste que par sa nature sociologique et son devenir, et non pas par sa place dans le circuit de production. C'est parce que l'U.N.E.F. est le rassemblement de tous les étudiants de gauche que son évolution ne peut nous laisser indifférents, quelque soit son état de délabrement et de discrédit.

Nous devons y jouer un rôle. Ce ne peut se faire d'abord que par notre affirmation. Elle s'est poursuivie: deux nouveaux groupes E.S. créés, l'un à METZ, l'autre à BORDEAUX. Certains groupes n'existant que depuis peu se développent, et particulièrement celui de TOULOUSE. Il nous fallait aussi soutenir les réunions ou meetings du Parti en y exposant le point de vue des étudiants: ainsi l'avons-nous fait à plusieurs endroits à PARIS, ou à VERSAILLES avec Alain SAVARY, ou encore en participant à la commémoration du 20ème anniversaire de la mort de Léon BLUM à la Mutualité.

Si notre tâche la plus urgente est notre accroissement, nous ne pouvons attendre pour prendre part aux débats en cours dans le mouvement étudiant. En réalité l'un va par l'autre. De plus la gravité de la situation universitaire, face à l'absence d'une organisation syndicale étudiante capable d'animer nombre d'agissements irresponsables, et pour que se reconstruise une organisation unificatrice.

Voilà le but de notre participation à deux meetings avec des organisations gauchistes à NANTERRE le 6 mars et à la Mutualité le 18 mars. Indépendamment de leurs buts premiers (protestation contre l'entrée de la police sur le campus de NANTERRE, protestation contre les entraves de la liberté d'expression sur les problèmes militaires) ces meetings nous servaient à la fois à séparer des gauchistes les plus irresponsables d'entre eux, puisque les pro-chinois n'y étaient pas, et à affirmer qu'à l'exception de ces derniers l'entente entre tous les groupes devaient se faire pour reconstruire l'UNEF sur des bases sérieuses. Nous croyons que ce fut un succès. En tout cas lorsque se posent des problèmes aussi gravement ressentis par les étudiants que ceux de la répression policière, les socialistes se doivent d'être présents là où se trouvent les étudiants et y affirmer leurs positions: l'absence des forces socialistes dans le bouleversement de l'Université est à l'origine directe du phénomène gauchiste.

Le 58° Congrès de l'UNEF devait prendre en considération l'extrême décomposition de l'organisation, résultat de l'incohérence et de l'incapacité de ceux qui en assument la direction depuis 3 ans. Notre proposition d'une direction rassemblant toutes les tendances dans le but de la reconstruction de l'UNEF a été au centre des débats pendant 5 jours. Elle n'a pas été retenue. Le même groupe, en dépit de sa position minoritaire, s'est maintenu seul à la direction, grâce à des pratiques où les considérations démocratiques étaient totalement exclues. Les étudiants de gauche ont alors donné dans leur organisation le spectacle de tristes délires que l'on sait. Il ne faut pas trop vite ricaner: ce milieu étudiant n'est que l'amplificateur des maladies nées de la division de l'ensemble du mouvement socialiste ouvrier français.

Patrick DEBONO

Le Comité Directeur du PARTI SOCIALISTE s'est réuni le samedi 11 AVRIL 1970.

Il a entendu un rapport d'André BOULLOCHE sur les conditions dans lesquelles s'était déroulée la manifestation des maires, mardi dernier. Il a noté le caractère assez désinvolte de la lettre adressée par le Premier ministre aux organisateurs de cette manifestation pour essayer de les dissuader de la maintenir.

A cette occasion, le Comité Directeur a évoqué la préparation du Conseil National qui se tiendra à l'automne prochain en vue des élections municipales de 1971.

Ce Conseil National n'aura pas seulement pour but de définir la tactique du Parti, mais de préciser sur le fond l'ensemble de la politique socialiste à l'égard des problèmes municipaux, notamment dans le domaine des ressources des communes. Une prochaine réunion du Comité Directeur examinera ces questions.

Le Comité Directeur a également examiné les problèmes que pose le projet de loi qui doit être prochainement déposé par le gouvernement pour réprimer certains actes de violence collective. Le texte de ce projet n'est pas encore connu dans ses détails, mais en fonction de ce qui a été rendu public après le Conseil des ministres, plusieurs observations sont déjà possibles.

D'abord les réserves les plus expresses doivent être faites à l'égard des législations exceptionnelles et de la notion de responsabilité collective. Ensuite il faut noter que les lois déjà existantes fournissent un arsenal suffisant pour réprimer les excès insupportables. La séquestration des fonctionnaires, la destruction de matériel appartenant à la collectivité ou à l'Etat, peuvent être punis dans le cadre des lois existantes, si on est décidé à les appliquer.

Il faut noter à ce sujet une tendance du pouvoir actuel à pratiquer en matière de répression des discriminations qui semblent liées à l'impact qu'on espère dans l'opinion publique des mesures prises. Il faut noter également des contradictions majeures dans le comportement du gouvernement, qui vont éclater pendant cette session parlementaire puisque le Parlement aura à discuter à la fois d'un projet de loi sur les libertés individuelles et d'un nouveau renforcement des armes de la répression.

Il faut enfin souligner les aspects publicitaires, caractérisés par la succession des faits, du projet de loi présenté. Il a été lancé par M. CHABAN-DELMAS et suivi par une annonce en conseil des ministres.

Le Groupe Parlementaire, en liaison avec le Bureau du Parti suivra avec attention cette affaire.

.....DERNIERE MINUTE....DERNIERE MINUTE.....DERNIERE MINUTE.....

BUREAU DU PARTI - REUNION du 15 AVRIL 1970

1.- DECLARATIONS DE J.J. SERVAN SCHREIBER AU "NOUVEL OBSERVATEUR"

Alain SAVARY adressera une lettre de protestation à Maurice FAURE, Président du Parti Radical. Le Parti sera informé des suites de l'affaires.

2.- PROJET DE LOI DE REPRESSION DES FORMES NOUVELLES DE DELINQUANCE

Après examen du projet, une réunion commune du Bureau du Parti et des deux groupes parlementaires, aura lieu dans la semaine du 20 AVRIL.

3.- GROUPEMENTS SPECIALISES

3.1/ Lors de la préparation du budget du Parti, les groupements spécialisés soumettent au Bureau leur programme d'action annuel.
En fonction de ses besoins, le Parti prend en charge certains aspects de ces Programmes.

3.2/ Chacun des groupements spécialisés établira une fiche de présentation qui sera diffusée à l'ensemble du Parti par la "D.S.". Chacun des groupements spécialisés aura accès au fichier du Parti.

4.- EXAMEN DE LA SITUATION DES FEDERATIONS

Le Bureau, à chacune de ses réunions, procédera à l'examen de la situation de 3 ou 4 Fédérations.

5. - QUESTIONS DIVERSES

5.1/ Les Présidents des groupes parlementaires (Sénat et Assemblée Nationale) pourront se faire représenter aux réunions du Bureau du Parti, par un vice-Président.

5.2/ Le Parti consultera le Bureau de l'Internationale sur sa participation à la "Conférence Internationale de Solidarité avec les Colonies Portugaises" de Rome.

5.3/ Le Secrétariat est mandaté pour rédiger un Appel du Parti à l'occasion du 1er MAI.

- UNE CIRCULAIRE DU PREMIER SECRETAIRE DU PARTI, SUR LE PROBLEME DU VIETNAM -

Mon cher Camarade,

Le Comité Directeur au cours de sa réunion du 11 avril, a décidé de refuser la participation du Parti au rassemblement pour le VIETNAM prévu à Paris, le 10 mai prochain.

I.- COMMENT LE PARTI A ETE INFORME DE L'ORGANISATION DE CE RASSEMBLEMENT ?

Une lettre a été apportée le 11 avril, pendant la réunion du C.D., proposant au Parti d'être signataire d'un projet d'appel qui devait être rendu public le 14 avril. La lettre est signée d'André SOUQUIERE, au nom d'un "Comité d'organisation" (Rappelons qu'A.SOUQUIERE est le principal responsable du Mouvement de la Paix, qui est le véritable organisateur de la manifestation). Avant cette date, aucune communication officielle et écrite n'avait été faite au Parti, qui ne s'est ainsi pas trouvé associé à la préparation du rassemblement.

II.- QUI PARTICIPE AU RASSEMBLEMENT ?

37 organisations sont signataires de l'appel, 21 d'entre elles au moins sont sous le contrôle du Parti Communiste. Les autres sont pour la plupart "chrétiennes progressistes" ou liées au P.S.U., lui-même signataire. Il s'agit donc bien d'une manifestation décidée et organisée par le mouvement communiste -ce qui est son droit, le problème du VIETNAM n'étant pas couvert par la déclaration du 18 décembre-, mais ce qui nous donne le droit équivalent de nous prononcer seuls.

III.- DES RAISONS DE FOND

Le fait que nous ayons été appelés très tardivement à nous associer à la manifestation du 10 mai et la coloration politique des organisations signataires auraient pu être considérés comme des faits suffisants pour justifier un refus. Mais le problème du VIETNAM est si grave, entraîne tant de souffrances, soulève tant d'émotions légitimes, que des raisons secondaires, aussi importantes soient-elles, ne pouvaient être déterminantes pour le Comité Directeur.

Des raisons de fond sont à retenir.

A) Sur la question vietnamienne

La position du mouvement communiste, exposée dans de nombreux textes, est le soutien inconditionnel des positions du mouvement communiste international- y compris les communistes nord et sud-vietnamiens- sur cette question.

Ce n'est pas la nôtre, telle qu'elle est définie dans le programme immédiat élaboré en application des décisions d'Issy-les-Moulineaux, à partir du Programme de la F.G.D.S. et du texte commun F.G.D.S.-P.C.F. constatant les points d'accord et de désaccord. On trouvera en annexe ce document.

Dans l'état actuel des choses, une manifestation commune reposerait donc sur une équivoque politique, créant un climat de confusion dans l'opinion publique.

B) Sur le Mouvement de la Paix

Le rôle essentiel donné au Mouvement de la Paix dans la préparation du rassemblement du 10 mai conduit à préciser notre position à l'égard de ce mouvement.

Le Parti, ainsi qu'il l'a montré par les résolutions d'Issy-les-Moulineaux et par leur application, n'hésite pas, lorsqu'il le juge nécessaire, à dialoguer avec le Parti communiste ou à agir avec lui. Il s'agit alors d'un débat entre deux organisations annonçant clairement à l'opinion ce qu'elles sont.

Le Mouvement de la Paix, en revanche, se présente comme une organisation "indépendante" ayant pour but la défense intransigeante de la paix. Or il n'est pas indépendant, puisqu'il est une filiale du P.C.F. Plus grave, il ne défend que "certaines paix" ou "certaines conceptions de la paix", qui correspondent très exactement aux positions soviétiques. Son comportement lors de l'affaire de Tchécoslovaquie en est l'une des illustrations.

Il s'agit donc d'une entreprise équivoque, tendant à duper l'opinion. Nous ne pouvons, pour des raisons impérieuses de morale politique, nous prêter à un tel jeu.

IV.- CE QU'A PREVU LE COMITE DIRECTEUR

La situation dans la péninsule indochinoise s'est détériorée au cours des dernières semaines, notamment au Laos et au Cambodge. Les négociations de Paris piétinent sans qu'apparaissent de perspectives positives.

Enfin, la politique américaine paraît hésiter entre le départ progressif, annoncé par le Président NIXON et le maintien souhaité, semble-t-il, par une fraction militaire.

Le Comité Directeur a donc prévu de mettre à l'ordre du jour de sa prochaine réunion -le 9 Mai- un examen général des problèmes de la péninsule indochinoise, afin de lier plus étroitement l'action du Parti à leurs réalités actuelles et de définir les modes d'action.

Au lendemain de cette réunion, une nouvelle documentation te parviendra sur l'ensemble de cette question.

Je te prie de croire, mon cher Camarade, à l'expression de mes sentiments cordiaux.

Alain SAVARY

ENTRAIDE OUVRIERE FRANCAISE

Maison de Vacances Familiales

- POUR LES MEMBRES DU PARTI SOCIALISTE

- POUR LES MEMBRES DE L' E. O. F.

OUVERTE DE JUIN A OCTOBRE

Située à Cavalière près du Lavandou (Var)

PLAGE SABLE FIN -

PROMENADES MONTAGNE -

PLACES DISPONIBLES JUIN-JUILLET-SEPTEMBRE

***

Renseignements et inscriptions:

" ENTRAIDE OUVRIERE FRANCAISE "
L'ARAGAIL - CAVALIERE (83)

tél: 32 et 11